

Résolution présentée par la délégation des

Îles Fidji

Thème Développement Durable

Concerne Lutte contre le réchauffement climatique

L'Assemblée Générale,

Constatant que le réchauffement climatique, causé entre autres par une utilisation excessive de carburants fossiles, engendre des dégâts considérables, notamment l'élévation du niveau de l'océan et par conséquent l'érosion de côtes, rendant ces endroits inhabitables et créant des réfugiés climatiques, dont le nombre est prévu pour 2050 est estimé à 250 millions,

Remarquant que les réfugiés climatiques, n'étant que des victimes du comportement irresponsable des États pollueurs devraient avoir le droit d'immigrer dans un pays environnant pour ne pas subir de grand choc culturel,

Soulignant que les impacts du changement climatique ne se limitent pas seulement à la montée des eaux, car la hausse des températures cause également des inondations, un manque d'accès à l'eau potable suite à la disparition des glaciers et l'intensification des catastrophes naturelles qui s'élevaient déjà à 710 en 2017,

Affirmant que mettre l'accent sur le développement d'énergies propres permettrait de ralentir la progression du réchauffement climatique, et d'ainsi alléger ses dégâts,

Scandalisée de voir que, malgré les multiples conférences écologiques et autres mesures entreprises pour sensibiliser les États pollueurs, particulièrement les États-Unis, l'Inde ou encore l'Australie, aux ravages dont ils sont responsables, ils ne réduisent pas leurs émissions de CO₂, et continuent de polluer au détriment d'États qui doivent en subir les conséquences,

Regrettant de voir que, malgré l'urgence climatique, celle-ci ne soit pas encore prise au sérieux dans certains pays, et que le peu de mesures concrètes décidées ne soient pas suffisantes, et ne sont, dans certains cas, pas respectées,

Décide que les États touchés par la montée des eaux et l'érosion des côtes obtiennent le droit de résidence dans les pays environnants ;

- de la création d'une agence au sein du PNUÉ qui aidera les États à réduire leur utilisation des carburants fossiles, financée par les pays émettant le plus de gaz à effet de serre.

Le texte français fait foi